

Les enjeux de la rencontre Donald Trump – Xi Jinping à Pékin

mardi 12 mai 2026, par [COURMONT Barthélémy](#)

Le contexte de ce sommet bilatéral n'est guère favorable à Donald Trump : son opération en Iran s'enlise, la Cour suprême vient de lui infliger un camouflet sur sa politique de droits de douane et sa popularité est en berne à quelques mois d'élections de mi-mandat cruciales. De quoi, peut-être, l'inciter à initier avec son homologue chinois un de ces grands deals dont il a le secret ?

Sommaire

- [Washington sur plusieurs \(...\)](#)
- [La Chine face à l'Occident](#)
- [Trump et l'obsession chinoise](#)

Retardée pour cause de guerre au Moyen-Orient, la visite officielle de Donald Trump à Pékin et sa rencontre avec son homologue chinois Xi Jinping se déroulent ces 14 et 15 mai.

Depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, les deux hommes n'ont eu qu'une seule rencontre bilatérale, en [marge du sommet de l'APEC à Busan en Corée du Sud](#), en octobre dernier. Les questions commerciales, chères au président américain, avaient alors été au cœur d'échanges crispés et témoignant de la compétition à grande échelle entre les deux pays, comme ce fut déjà le cas lors de la première administration Trump.

Cet enjeu reste crucial dans la relation Washington-Pékin ; mais s'ajoutent désormais d'autres sujets de discorde.

Washington sur plusieurs fronts

Le contexte a cependant considérablement changé au cours des derniers mois. Venezuela, Groenland, Iran : dans le domaine de la politique étrangère, Washington s'est engagé depuis le début de l'année dans un aventurisme qui inquiète Pékin, d'autant plus que la Chine semble directement visée, notamment à travers la guerre contre l'Iran, qui a un impact immédiat sur les exportations de pétrole de Téhéran, dont la RPC est le principal destinataire. D'ailleurs, [toutes les crises](#) dans lesquelles Washington s'est engagé depuis janvier [sont justifiées par une volonté de porter atteinte à Pékin](#).

Dès lors, Xi Jinping devrait, ces 14 et 15 mai, manifester sa préoccupation face aux instabilités géopolitiques du moment, et inviter son homologue américain à privilégier la retenue et une approche multilatérale prônée par les Nations unies, jusqu'à se positionner lui-même comme une sorte de faiseur de paix — et profitant sur ce point de la vacance du *leadership* américain dans son rôle de « gendarme du monde ». C'est d'ailleurs dans cette logique que Pékin joue un rôle important dans la médiation que le Pakistan s'efforce de mettre en place sur le dossier iranien et que la [RPC soutient avec force](#).

Xi devrait également aborder la question des [sanctions frappant des entreprises chinoises accusées par Washington de maintenir des activités avec Téhéran](#), qui traduisent les errements de la position américaine sur le conflit au Moyen-Orient, oscillant entre discours apaisant et menaces.

Vidéo

Par ailleurs, contrairement à la situation qui prévalait lors de la rencontre de Busan, la Chine est aujourd'hui en position de force dans la guerre commerciale qui l'oppose à Washington, la Cour suprême et un tribunal fédéral ayant récemment [mis l'administration Trump en difficulté sur sa politique douanière](#). Tout cela se déroule dans un contexte politique marqué par l'impératif, pour Trump, de marquer des points en prévision des élections de mi-mandat de novembre prochain, qui s'annoncent [très difficiles pour son camp](#).

Enfin, parmi les autres fronts sur lesquels Trump souhaite attaquer la Chine figurent les [terres rares](#) et les enjeux technologiques, alors que la RPC paraît sur le point de rattraper les États-Unis, notamment [dans le domaine de l'intelligence artificielle](#). La compétition entre les deux pays est désormais multidimensionnelle et, en ouvrant plusieurs fronts simultanément, le président américain la rend incertaine.

La Chine face à l'Occident

Au-delà du règlement du conflit au Moyen-Orient, la Chine aime à se rêver comme une puissance d'équilibre, en mettant en avant son rejet de l'unilatéralisme et la [nécessité de relancer un multilatéralisme incarné par les Nations unies](#). Derrière ce slogan, c'est le rattrapage de l'Occident qui est au cœur de la grande stratégie chinoise, et qui se traduit par un discours, partagé par Moscou et dans une certaine mesure New Delhi, affirmant le déclin de l'Occident.

The Economist, 4 avril 2026. economist.com

Mais la Chine reste discrète, d'une part parce que c'est dans sa culture diplomatique (on se souvient notamment que Deng Xiaoping, leader du pays de 1978 à 1989 et encore très influent dans les années 1990, estimait que la RPC devait demeurer en retrait sur la scène internationale), et surtout parce qu'elle n'a aucun intérêt à s'exposer, laissant son principal rival, Washington, s'empêtrer dans des guerres sans fin qui ternissent un peu plus son image et sa crédibilité. Traduisant la pensée de Xi Jinping, le magazine *The Economist* fit ainsi sa une du 4 avril avec une photo représentant les deux hommes et ce titre moqueur :
« N'interrompez jamais votre ennemi quand il fait une erreur. »

Ce discours sur le déclin de l'Occident s'adresse avant tout à la population chinoise, dans l'accompagnement du [« rêve chinois »](#) cher à Xi Jinping, afin de la conforter dans l'idée que le retour de la puissance chinoise est en marche, et que le régime en est le principal garant. C'est un enjeu important quand on sait que la montée en puissance de la RPC est confrontée à de nombreuses difficultés ([ralentissement de la croissance](#), [crise démographique](#), [enjeux environnementaux](#), [corruption](#)...), et que les critiques, même timides et souvent réduites au silence, ne manquent pas.

Vidéo

Mais [c'est aussi le Sud global que vise Pékin](#), dans une rhétorique qui invite à un remplacement progressif du *leadership* d'un Occident présenté comme décadent vers un « nouveau monde » incarné par les BRICS et ayant, au sommet, Pékin. Le multilatéralisme promu par la RPC pourrait ainsi être une phase transitoire vers un nouvel ordre mondial.

Il ne faut surtout pas, dans le monde occidental, sous-estimer la portée de ce discours, que la politique étrangère de Donald Trump et les multiples hésitations de l'Union européenne ne font que renforcer. On le voit notamment dans de nombreuses études qui font état d'un [regain de confiance à l'égard de la Chine dans le Sud global](#), Pékin étant tout simplement vu comme plus responsable que l'Occident et moins susceptible que ce dernier de mettre en œuvre des « doubles standards » à l'égard des pays tiers.

Trump et l'obsession chinoise de Washington

Donald Trump a fait de la relation avec la Chine le principal enjeu de sa politique étrangère. Il s'inscrit en cela dans la continuité de ses prédécesseurs qui, républicains comme démocrates, ont tous manifesté une obsession chinoise depuis un quart de siècle. De « [l'endiguement](#) » de [Bush Jr.](#) au « [pivot](#) » d'[Obama](#), en passant par le développement de partenariats avec les pays de la zone indopacifique, les guerres commerciales, l'insistance sur le [piège de Thucydide](#) ou les pressions sur la question des droits de l'homme, la méthode a parfois divergé, mais l'objectif reste le même : empêcher la Chine de devenir la première puissance mondiale.

Du Venezuela à l'Iran, on voit que la stratégie de l'actuel président américain consiste à viser indirectement Pékin et ses approvisionnements, en particulier en s'attaquant à ses partenaires, dans l'espoir de contraindre son rival à de nouveaux accords commerciaux. Mais cette stratégie ne fonctionne pas, et au-delà de belles promesses, Donald Trump rentrera de Pékin les mains vides s'il pense pouvoir contraindre le président chinois à de quelconques concessions, spécialement en ce moment où les États-Unis voient leur influence et leur crédibilité considérablement mises à mal.

Reste un scénario, qui semble plus que jamais envisageable en ce qu'il serait à l'avantage de Pékin et qu'il correspondrait à la stratégie du « *deal* » de Donald Trump : le grand marchandage (*great bargain*). Afin de conserver des acquis de plus en plus menacés en Asie-Pacifique, les États-Unis pourraient trouver un accord global avec la Chine sur une sorte de partage de la région. Longtemps jugé tabou à Washington, ce marchandage pourrait être considéré par le locataire de la Maison-Blanche comme un accord gagnant-gagnant. Problème : quelles seraient les lignes démarcation, de la péninsule coréenne à l'Asie du Sud-Est, en passant par Taïwan ?

Plus que jamais, les partenaires de Washington en Asie-Pacifique [suivent avec attention et anxiété](#) les positionnements d'un président américain qui a fait de l'imprévisibilité le marqueur de son mandat.

[Barthélémy Courmont](#), Directeur du master Histoire — Relations internationales, [Institut catholique de Lille \(ICL\)](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. Publié : 12 mai 2026, 15:51 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Barthélémy Courmont](#), *Institut catholique de Lille (ICL)*

Barthélémy Courmont est professeur à l'Université catholique de Lille, où il dirige le Master Histoire – Relations internationales. Il est également titulaire de la Chaire UNESCO en diplomatie culturelle. Il a vécu et enseigné à Taïwan, en Corée du Sud et au Canada, et est l'auteur de nombreux ouvrages. Son expertise couvre notamment les questions politiques et sécuritaires en Asie orientale, la politique extérieure de la Chine, les stratégies des grandes puissances et le soft power.